

banques appartenant à environ quatre millions de déposants. C'est un assez bon pourcentage de la population de ce pays. Nous avons aussi 2,500,000 habitants qui détiennent des polices d'assurances, ayant une valeur moyenne de \$2,000. Franchement, jamais dans l'histoire de ce pays la richesse n'a été plus équitablement répartie. Certains d'entre nous ont peut-être goûté la satisfaction d'avoir quelques économies à la banque, mais ils en veulent davantage. Quand nous apercevons autour de nous un plus riche que nous, nous éprouvons des sentiments de jalousie et d'envie. Les non-possédants envient les possédants et nous commençons à songer à la nécessité d'un ordre nouveau pour être plus avantagés. Mais je remarque qu'en général les gens les mieux favorisés le méritent. Je me souviens d'un sermon que j'ai entendu dans ma jeunesse au temple baptiste où j'allais dans mon village. Je me rappelle que le sujet traité était celui-ci: "Le Seigneur ne confie pas ses talents à tout le monde dans la même mesure", et je me disais qu'il y avait beaucoup de vrai en cela. La raison pour laquelle plusieurs d'entre nous ne possèdent pas beaucoup de richesse, c'est qu'on ne peut leur en confier, et j'ai découvert que c'est le cas d'un grand nombre de gens. Le plus grand malheur qui pourrait arriver à une personne, ce serait peut-être la possession de trop d'argent. Il est établi que plusieurs hommes munis de certains biens les ont perdus avec le temps et ces biens sont tombés en d'autres mains. La richesse n'est pas une chose permanente. L'impôt sur le revenu, les droits de succession et nombre d'éléments suppriment cette richesse et la rendent à la société, fournissant ainsi à ceux qui n'ont pu rien accumuler une deuxième, troisième, quatrième ou peut-être dixième chance de le faire.

Je remarque que plusieurs des gens qui discutent de cet ordre nouveau appartiennent à un élément de la société qui n'a jamais su, d'après ce que je puis voir, ce que c'est que gagner son pain. Mais sous notre régime capitaliste ils ont l'avantage de l'instruction gratuite. Je ne veux pas médire des gens cultivés, sous prétexte que je n'appartiens pas à cette catégorie, mais je dirai que si quelque chose est de nature à troubler l'équilibre de notre pays, c'est l'existence des quelques gens à l'esprit réceptif qui se sont formés dans nos maisons d'enseignement, ont maîtrisé l'anglais et parcourent le pays en s'adressant aux ouvriers, aux cultivateurs et aux personnes d'autres métiers, sans avoir autre chose à leur offrir que des discours. Ce sont d'assez bons hommes d'affaires dans leur propre domaine; ils sont prudents dans leur propos avec leurs clients, leur disant généralement

[M. Wood.]

les choses qu'ils veulent entendre plutôt que les choses qui devraient être dites. Je suis convaincu que ces hommes sont une menace pour les gens à idées modérées et orthodoxes qui ont travaillé ferme et qui, par leur sobriété et leur économie, ont réussi à se procurer quelques-unes des bonnes choses de la vie. Si quelques-uns d'entre eux avaient eu du capital à offrir en même temps que leurs idées ils ne parleraient peut-être pas tout à fait autant. D'une façon générale, cependant, ce sont ceux qui ne possèdent rien qui sont toujours à la recherche de quelque ordre nouveau qui éliminera la lutte de la vie.

J'aimerais dire en passant que je viens du comté de Brant qui, le 19 février, fêtera l'acquiescement de sa dette. Je pense que c'est une belle chose. Le comté de Brant s'est libéré de sa dette aujourd'hui et j'espère être présent à la célébration. Ce fait résulte d'une mesure prise il y a plusieurs années, alors que plusieurs hommes animés d'esprit d'économie, —et je tiens à dire qu'alors comme maintenant ce sont les descendants des pionniers du comté de Brant,—prirent la décision de nous libérer des dettes et d'adopter une politique de paiement au fur et à mesure. Cela se passait au début de 1930. Nous devions alors \$220,000 à payer à la province d'Ontario, somme qui était notre part de 20 p. 100 du coût de construction de grandes routes. Nous avions en outre une dette fondée de \$218,000 et au début de 1933 nous avions construit un pont au coût de \$129,000. Nous nous sommes mis à l'œuvre pour acquitter ce montant en espèces. Pour faire honneur à tous ces engagements, nous avons dû émettre des obligations au montant de \$150,000 et nous avons versé en espèces le solde de notre dette. Antérieurement, notre dette fondée avait toujours été acquittée sur le plan de quinze ans. Nous avons émis ces \$150,000 sur le plan de dix ans et c'est pourquoi nous sommes libres de dettes cette année au lieu de ne l'être que dans cinq ans. Voici, cependant, à quoi je veux en venir: nous avons pris cette mesure à une époque où la puissance d'achat du dollar était extrêmement basse. J'ai sous les yeux une liste des cours de 1930 à 1934-1935, alors qu'il se trouvait que ce n'était pas un gouvernement libéral qui était ici au pouvoir.

M. HOMUTH: Ou 1936 ou 1937 ou encore 1938.

M. WOOD: C'était un des anciens partis dont nous entendions autrefois parler, le parti conservateur. Ce parti portait un nom différent qui a été, je crois, relégué au musée. Il me fallait en 1932 la valeur de quinze porcs pour acquitter mes taxes sur une ferme de cent acres. Cette année, j'ai payé mes taxes en déboursant la valeur de trois porcs et demi.